



LE CAFÉ DE TROP

Nous avons touché le fond avec notre ancien administrateur, mais malgré le redémarrage d'une certaine forme de dialogue social, le nouveau management de notre administration se permet de jour en jour, une gestion à la petite semaine et surtout "à la tête du client", et du grade.

L'année 2018 a atteint son paroxysme dans cette gestion d'un autre temps et ce ne sont pas les petits-déjeuners qui vont continuer à endormir les agents.

Cette fois, ça suffit, **STOP**.

STOP à des affectations prononcées sur des postes à profil, sans enquête, à la tête du client.

STOP à une gestion désastreuse de la Masse des douanes : dossiers incomplets ou qui disparaissent selon la personne, critères d'attribution réinventés afin de placer certains dans les nouveaux logements, procès-verbaux de conseils territoriaux de la masse non transmis dans les délais aux représentants du personnel, travaux engagés sans consultation et avis aux OS, visite du nouveau Directeur de la Masse à la DG en catimini, sans en avertir encore une fois les représentants du personnel (de quoi avait-on peur ? qu'on le prenne en otage ?)

MULTI-STOP à :

- Des choix sur l'achat de matériels divers en dépit de consultation logique des agents du terrain et à des refus arbitraires à la convenance ;
- Difficultés d'acheminement de matériel à l'Ecole Des Douanes de La Rochelle pour les moniteurs TPCI (plus de 6 mois),
- Véhicule depuis plus d'un an promis à la BSE Trinité et toujours pas arrivé, sans oublier les 2 fourgons bureaux sérigraphiés qu'on attend toujours !
- Rideau métallique au rez-de-chaussée de la Recette Régionale en panne depuis des mois, rendant invivable les conditions de travail

- Climatisation du bureau du port (en panne pendant plusieurs semaines),
- Déménagement au forceps des unités maritimes (BGC et BSN FDF) pour une installation dans des conditions déplorables : fientes de pigeons, humidité, moisissure, vestiaires insalubres, vestiaires féminins absents,
- Toujours pas de cellule de retenue pour les BSE et BSN du Marin après deux ans et demi,
- Pas de communication radio possible avec la composante hélicoptère selon la procédure légale de sécurité : elle n'est possible que par téléphone et hélico posé au sol !!! Attendent-ils qu'un accident se produise pour reporter la responsabilité sur les agents ?
- Installation du SNDJ dans l'urgence sans ligne téléphonique ni de salles de retenue (pas top pour les procédures),
- Livraison de 2 véhicules Dacia Stepway banalisés affublés de gyrophares fixes inexploitable,
- Local syndical transformé en dépotoir pendant plusieurs semaines avec un matériel informatique dont personne ne voudrait, panneaux syndicaux non réglementaires (pourtant dénoncé depuis de 2 ans)

Et alors que l'on demande à tous, ou plutôt **CERTAINS**, de ne plus faire de dépense car les crédits sont épuisés pour l'année, un nouveau "petit chef", fait payer pour un service UNE CAFETIÈRE de 990 €, oui une cafetière de près de 1000 €. De plus il s'est permis de rabaisser et de mépriser la collègue en charge de ce type de dépense, et allant voir au-dessus d'elle afin d'obtenir satisfaction de son oligarchie. Nous espérons que d'autres sauront faire de même, il n'y a pas de raison, que nous ne disposions pas nous "la plèbe", d'une cafetière de ce type. A moins que ne nous soyons des "SOUS AGENTS" et "SOUS HOMMES" (pardon mesdames).

Les médias devraient se régaler de ces informations croustillantes...

A côté de cela, ces mêmes oligarques n'ont aucune autorité auprès des partenaires de la douane qui, par leur inaction, voire manque de respect, mettent les collègues dans des conditions de travail difficiles.

- Les injures des usagers envers les collègues de la Messagerie sont récurrentes et on continue à laisser croire que c'est la douane qui bloque les colis ;
- La Poste se moque aussi de la Douane en refusant de passer à Delta X pour la taxation des colis et, pire encore, elle modifie les horaires de traitement des colis (maintenant c'est de nuit !), sans même avertir les services au préalable. La conséquence ? Moins de taxation, moins de rentrées financières pour le budget de la collectivité ! Et on nous répond que la BSE Fort-de-France ira plus souvent, comme si les services de la surveillance faisaient de la taxation !
- Et que dire de la SAMAC qui pendant des mois n'a rien fait alors que les collègues avaient des eaux d'origine douteuse qui coulaient régulièrement du plafond ! Il a même été reproché à une des nos élues d'avoir évoqué cette situation au cours d'un CHSCT : « ce n'était pas nécessaire car la SAMAC avait été relancée » une relance de plus, sans effet...

Rajoutons-y le parking du fret où les collègues ne peuvent plus se garer du fait du renvoi des loueurs de véhicules sur ledit parking, et doivent stationner sur les emplacements réservés aux camions de transports des colis, quand ils trouvent de la place... Bonjour le danger ! Là aussi la réponse est la même : « on a relancé » et on doit s'en contenter...

Encore la SAMAC qui gère l'agrandissement de l'aéroport sans consultation de la « haute hiérarchie » douanière, quitte à ce que les collègues se retrouvent dans des locaux inadaptés à leurs missions.

L'UNSA DOUANES MARTINIQUE demande que les éternelles relances s'arrêtent et que de vraies actions soient menées par nos décideurs afin de permettre à tout un chacun de travailler dans des conditions sereines.

Il n'est plus l'heure de s'excuser après chaque erreur que nous dénonçons ! Il est l'heure d'agir, les excuses ne sont pas suffisantes !

